

Aucune sanction à Air France ! Boycott de la conférence sociale de Hollande-Valls-Macron !

Le droit du travail limite l'exploitation. En son sein, la loi prédomine sur les accords. Parmi ceux-ci, les conventions collectives l'emportent encore, pour l'essentiel, sur les accords d'entreprise. Mais pour les organisations patronales et les partis bourgeois, le Code du travail, aussi limité et aussi contourné soit-il par les capitalistes, reste trop protecteur des salariés.

Il faut simplifier notre code du travail et favoriser l'accord d'entreprise ou de branche par l'inversion de la hiérarchie des normes... Je suis d'ailleurs heureux de constater qu'un certain consensus est en train d'apparaître. (Pierre Gattaz, La Tribune, 26 août 2015)

Comme d'habitude, le gouvernement au service du capital obtempère.

Il faut adapter le droit du travail à la réalité des entreprises et donner toute sa place à la négociation d'entreprise et aux accords d'entreprise. (François Hollande, Conférence de presse, 7 septembre 2015)

Une fois de plus, les directions syndicales cautionnent la manoeuvre. Toutes les directions confédérales ont commencé à discuter avec la nouvelle ministre du Travail Myriam El Khomri : Jean-Claude Mailly le 7 septembre, Philippe Martinez le 10, Laurent Berger le 11. Toutes s'appêtent à participer à la « conférence sociale » du 19 octobre.

À quoi ont servi toutes les rencontres précédentes avec le gouvernement, la participation syndicale à toutes les conférences sociales ? Il en est sorti la diminution des retraites, la flexibilité du temps de travail et des salaires, la baisse des cotisations patronales, la concurrence entre établissements d'enseignement... Ce sont les travailleurs qui encaissent à chaque fois les coups facilités par la collaboration de classe. Les syndicats de salariés doivent boycotter toute concertation contre le droit du travail et la « conférence sociale » du 19 octobre.

Qu'est-ce qui peut sortir de bon d'une conférence sociale avec le patronat qui continue à licencier à tour de bras (Air France, Société générale...) tout en empochant les cadeaux du gouvernement ? Qu'est-ce qui peut sortir de bon d'une conférence sociale avec le gouvernement qui s'en prend aux hôpitaux, aux collègues, à tous les fonctionnaires ?

À Air France, depuis 2012, 9 000 emplois qui ont été supprimés, dans le respect du « dialogue social ». La

direction du groupe vient d'annoncer la suppression de 3 000 de plus. Pour le gouvernement, la violence quotidienne du capital sur le travail est normale, mais la riposte du travail contre le capital est inacceptable.

Certaines directions syndicales ont appelé à une « journée d'action » le 8 octobre. Mais l'appel faisait silence sur la conférence sociale et la direction PCF-NPA de la FSU a signé le protocole contre les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations dans la fonction publique (PPCR). Le 8 est passé et le gouvernement Hollande-Valls-Macron n'a pas bronché. Il mise que les directions syndicales continueront à discuter ses projets contre les travailleurs.

Tout cela montre que les travailleurs doivent s'organiser, dans les syndicats et en dehors, contre la collaboration de classe :

Non à tout projet de loi limitant les droits des travailleurs ! Boycott par les confédérations syndicales de la conférence sociale ! Boycott du Conseil d'orientation des retraites !

Grève générale du groupe Air France-KLM ! Grève générale dans les hôpitaux ! Manifestation unie à l'Assemblée nationale de toutes les organisations ouvrières contre le projet de budget de l'État et le projet de budget

de la Sécurité sociale !

Hausse des salaires et des prestations sociales ! Interdiction des licenciements à Air France et ailleurs ! Baisse du temps de travail jusqu'à l'embauche de tous les chômeurs !

Retrait du protocole PPCR contre les fonctionnaires ! Retrait du projet de loi Touraine et du plan Hirsch à l'APHP ! Remboursement intégral des frais de santé ! Rétablissement du droit à la retraite à 60 ans à taux plein avec 37,5 annuités de cotisation !

Aucune poursuite ou sanction contre les travailleurs d'Air France ! Abrogation de la loi d'espionnage généralisé de la population ! Fin des manoeuvres militaires dans les villes ! Arrêt immédiat des bombardements de la Syrie et de l'Irak !

Expropriation des grands groupes capitalistes ! Gouvernement des travailleurs ! États-Unis socialistes d'Europe !

8 octobre 2015

